



**MINISTÈRE
DES PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES, DU COMMERCE,
DE L'ARTISANAT, DU TOURISME
ET DU POUVOIR D'ACHAT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

**Discours de Serge Papin, ministre des Petites et Moyennes entreprises, du
Commerce, de l'Artisanat, du Tourisme et du Pouvoir d'achat, lors de la
conférence de presse sur le bilan touristique de l'année 2025**

Jeudi 19 février 2026

Bercy

Propos liminaire

Mes chers amis,

Il y a un adage qu'on entend rarement à Bercy ces derniers temps, quand il s'agit d'annoncer des chiffres sur l'économie française : « On n'est jamais à l'abri d'une bonne nouvelle ».

Eh bien, prenez gare, car j'ai une excellente nouvelle à vous annoncer.

Les chiffres du tourisme viennent de tomber : 102 millions de visiteurs internationaux en France en 2025, soit 2 millions de plus qu'en 2024. Oui, vous avez bien entendu, 2 millions de personnes de plus qui ont choisi de découvrir nos rues, nos villages, nos terroirs, nos paysages, nos spécialités culinaires, nos monuments historiques...

Ces visiteurs ont dépensé 77,5 milliards d'euros, soit 9 % de plus en un an. Autrement dit, notre tourisme connaît presque une croissance à deux chiffres. Et il prouve que la France continue d'attirer, de séduire et de faire rêver le monde entier.

Je laisse Christian MANTEI et Adam OUBUIH, respectivement président et directeur général d'Atout France, l'opérateur chargé de l'observation touristique, détailler ces résultats que je prendrai ensuite le temps de commenter et d'interpréter.

Reprise de parole du Ministre

Merci, chers Christian MANTEI et Adam OUBUIH pour cette présentation très complète.

Alors quels enseignements tirer de ces chiffres ?

Le premier mot qui me vient à la bouche, c'est BRAVO. Bravo à la France, qui conserve son titre de championne olympique du tourisme ! Oui, mes amis, nous sommes sur la plus haute marche du podium. Nous avons là de quoi être fiers, collectivement fiers.

Et plus particulièrement, bravo à vous tous, acteurs du tourisme, dont certains présents, que je salue. À vous, hôteliers, restaurateurs, transporteurs, agents de voyage, gestionnaires de sites, entrepreneurs passionnés.

À vous qui, chaque matin, ouvrez vos établissements avant même que le soleil ne se lève. À vous qui accueillez, qui conseillez, qui rassurez, qui émerveillez. Vous créez de la valeur dans chaque territoire, dans chaque village, dans chaque station.

Nous pouvons nous réjouir de compter sur notre sol des groupes leaders comme Accor, Belambra, Air Caraïbes ou Air France. Nous pouvons être fiers de nos parcs d'attraction, parmi les meilleurs du monde comme le Parc Astérix ou le Puy du Fou. Ce sont des locomotives. Des vitrines.

Mais maintenant, posons-nous la bonne question : que fait-on quand on est champion ?

Tout sportif de haut niveau vous le dira : quand on gagne, il y a deux pièges.

Le premier c'est l'autosatisfaction qui conduit à ne rien faire, et à se dire : « C'est bon, on est premiers, ça va tourner tout seul. » Ce serait considérer ces 2 millions de touristes étrangers supplémentaires, ces + 9 % de recettes internationales comme une rente. Eh bien non ! Le tourisme, ce n'est pas une rente, c'est un atout – d'ailleurs, ce n'est pas pour rien qu'Atout France s'appelle ainsi !

Et un atout, ça se travaille. Ça se muscle. Ça s'entretient.

Si en 2025 les recettes ont augmenté plus vite que le nombre de visiteurs, ce n'est pas par magie. Ce n'est pas le fruit du hasard. C'est le résultat d'une stratégie offensive, car le tourisme est un secteur concurrentiel comme tous les autres secteurs de l'économie. C'est un secteur dans lequel il faut se battre.

Oui, nous avons le sourire ce matin. Mais pas le sourire béat de satisfaction de celui qui pense que c'est suffisant. Le sourire déterminé de celui qui sait qu'il peut aller plus loin.

Notre cap est clair : 100 milliards d'euros de recettes en 2030.

Et pour y arriver, attention au deuxième piège : vouloir en faire trop. Trop réformer. Trop bouleverser. Trop toucher à ce qui fonctionne déjà. Mon expérience de chef d'entreprise m'a appris une chose très simple : quand ça marche, ça marche.

Cela ne veut pas dire ne rien faire. Cela veut dire agir là où c'est utile. Là où ça crée de la valeur. Là où nous pouvons devenir encore plus performants. Concrètement, cela signifie quatre priorités.

Premièrement, diversifier nos filières. Développer le tourisme de savoir-faire, le tourisme mémoriel, l'œnotourisme, l'agritourisme. Il y a quelque chose qui me frappe en France : où que l'on aille, notre pays compte partout des pépites touristiques. Chaque coin de France – même le moins connu - est instagrammable. C'est ce tourisme de proximité, ancré dans les territoires, connecté aux producteurs, aux artisans, à nos racines que nous pouvons encore davantage développer.

Deuxièmement, simplifier certains aspects de notre réglementation, supprimer les obstacles qui nous empêchent de gagner plus.

Un décret publié récemment va ainsi permettre à l'hôtellerie de plein air de gagner 66 M€ de chiffre d'affaires supplémentaire par an, en définissant les tentes de campings comme des lieux pouvant être dotés d'un plancher et raccordés à l'eau et l'électricité. Ce qui va aider à déployer de nouvelles offres de logement pour des touristes en quête de nature. Une mesure simple. Concrète. Efficace.

Un autre décret, à paraître, assouplit les règles d'acompte en locations saisonnières en portant de 6 à 12 mois le délai avant lequel il peut être exigé. Ce qui permet de corriger une distorsion entre professionnels et plateformes. Là encore : une mesure simple, concrète, efficace. Parfois, la compétitivité tient à un détail réglementaire. À nous de retirer ces cailloux dans notre chaussure.

Troisièmement, recruter. Il y a trois semaines, la Semaine des métiers du tourisme nous l'a rappelé : ces métiers sont encore trop méconnus. Et pourtant, ils offrent des ascensions sociales extraordinaires, des carrières internationales, des trajectoires entrepreneuriales puissantes. Le tourisme est un ascenseur social qui fonctionne encore. À nous de le faire savoir.

Quatrièmement, faire du tourisme durable notre avantage compétitif majeur. La France a tout pour être la destination durable de référence mondiale. Nos paysages, nos terroirs, nos savoir-faire, notre capacité d'innovation. Le tourisme durable n'est pas une contrainte. C'est une opportunité stratégique. Les clientèles internationales et nationales l'attendent. Soyons en avance.

Chers amis,

Nous avons le sourire ce matin. Mais notre joie n'est pas complète, et ne peut pas l'être tant que nous n'aurons pas atteint un objectif qui est à mes yeux encore plus important. Que le tourisme français soit un tourisme pour tous.

Et quand je dis « tourisme pour tous », je ne pense pas seulement à toutes les nationalités que nous pouvons nous enorgueillir d'attirer sur notre sol. Notre ambition, c'est que tous les Français puissent partir en vacances. On le sait : encore aujourd'hui 4 Français sur 10 restent éloignés des vacances. C'est trop, beaucoup trop.

De la même manière que je me bats pour rendre le « fabriqué en France » accessible au plus grand nombre, je veux rendre le « voyager en France » accessible à tous les Français.

C'est dans ce souci d'un tourisme à destination de toutes les familles que je vous présente ce matin le portail unique d'aide au départ en vacances, porté par l'Agence nationale pour les chèques vacances. Ce portail répond à un problème trop souvent observé : les aides existent, mais elles sont trop dispersées, ce qui les rend inaccessible.

Désormais, il n'y aura plus besoin de donner de la tête partout ; un seul clic suffira pour accéder, sur ce portail, à toutes les informations. Notre objectif ? que 300 000 familles puissent enfin partir, profiter, rêver... et raconter leurs vacances à leurs collègues ou leurs amis, cette année !

Je laisse donc la parole à Alain SCHMITT, directeur général de l'Agence nationale pour les chèques vacances, qui va vous présenter ce dispositif plus en détails. Nous passerons ensuite à l'échange avec la salle pour répondre à vos questions.

Contacts presse :

Cabinet de Serge Papin : 01 53 18 44 32 – presse.mpmepa@cabinets.finances.gouv.fr

Bureau de presse de Bercy : 01 53 18 33 80 – presse.bercy@finances.gouv.fr